

**CONTRAT DE MARIAGE**

**Pièces à fournir pour un contrat de mariage**

- Questionnaire d'état civil complété, (ci-après)
- Copie recto-verso de vos pièces d'identité,
- Copie du livret de famille jusqu'à la dernière page vierge incluse si vous en possédez un,
- Copie intégrale de vos actes de naissance datant de moins de trois mois,
- Copie de votre contrat de PACS (si vous êtes pacsés),
- En cas d'union antérieure, copie du jugement de divorce.

Dans l'hypothèse où l'un des futurs époux est étranger :

- Acte de naissance original avec sa traduction par un traducteur assermenté, ce document doit être revêtu de l'apostille,
- Un certificat de coutume indiquant les conditions de mariage et de contrat de mariage du pays où est né le futur époux ou épouse.  
Celui-ci peut être délivré :
  - ▶ Soit par l'autorité locale compétente (avocats, notaires...), lorsque le partenaire étranger a la nationalité du pays de résidence ;
  - ▶ soit par les représentations diplomatiques ou consulaires de la nationalité du partenaire lorsque celui-ci a la nationalité d'un pays tiers.
- certificat de non P.A.C.S. de moins de trois mois à obtenir auprès du Tribunal de Grande Instance de Paris (4, Boulevard du Palais, 75055 Paris Cedex 01 (France). Téléphone : +33. (0) 1.44.32.51.51 ; Fax : +33 (0)1.44.32.78.56)

**Date et lieu du mariage  
(A compléter)**

Le mariage doit être célébré à la mairie de

Le

**Choix du régime à adopter**  
***(Entourer le choix. Voir rappel ci-après)***

Communauté  
Communauté universelle  
Séparation de biens  
Participation aux acquêts

**A faire postérieurement à la signature du contrat et à la célébration  
du mariage**

Adresser à l'étude un extrait d'acte original.  
La copie authentique de votre contrat de mariage vous sera adressée à  
réception de ce document.

**QUESTIONNAIRE D'ETAT CIVIL**  
**A COMPLETER POUR CHACUN DES CONJOINTS**

**NOM**

Nom de naissance  
Nom d'usage  
Prénoms dans l'ordre de l'état civil  
Date et lieu de naissance  
Adresse  
Profession  
Nationalité

**TEL :** **Portable** \_\_\_\_\_ **Professionnel** \_\_\_\_\_  
**Domicile** \_\_\_\_\_ **E-mail** \_\_\_\_\_

A compléter éventuellement :

- Divorcé(e) de :  
Tribunal qui a prononcé le divorce :  
Date du jugement de divorce :  
- Séparé(e) de corps de :  
Tribunal qui a prononcé la séparation de corps :  
Date du jugement de séparation de corps :  
- Veuf / Veuve de :  
Lieu et date du décès du conjoint :  
-----

**NOM**

Nom de naissance  
Nom d'usage  
Prénoms dans l'ordre de l'état civil  
Date et lieu de naissance  
Adresse  
Profession  
Nationalité

**TEL :** **Portable** \_\_\_\_\_ **Professionnel** \_\_\_\_\_  
**Domicile** \_\_\_\_\_ **E-mail** \_\_\_\_\_

A compléter éventuellement :

- Divorcé(e) de :  
Tribunal qui a prononcé le divorce :  
Date du jugement de divorce :  
- Séparé(e) de corps de :  
Tribunal qui a prononcé la séparation de corps :

Date du jugement de séparation de corps :

- Veuf / Veuve de :

Lieu et date du décès du conjoint :

Pour les personnes de nationalité étrangère : nous adresser une photocopie de votre carte de résident ou de séjour ou tout autre justificatif officiel (passeport, carte d'identité...)

**MENTION LÉGALE D'INFORMATION POUR LES FORMULAIRES DE COLLECTE DE DONNÉES**

*L'office notarial est le responsable des traitements de données de ses clients dont la finalité correspond à l'accomplissement de ses activités notariales, notamment de formalités d'actes.*

*La communication des données est obligatoire pour permettre au notaire d'accomplir ses diligences.*

*Certaines données descriptives et économiques permettent d'alimenter une base de données immobilière, déclarée à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, pour assurer la production d'informations d'intérêt général.*

*Les données à caractère personnel recueillies sont traitées dans le strict respect du secret professionnel et ne sont pas transférées à des tiers autres que les partenaires habilités de l'office notarial et ceux concourant à l'établissement de statistiques d'intérêt général.*

*Conformément au chapitre V (section 2) de la loi n°78-17 "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès aux données vous concernant, d'un droit d'opposition (hormis les cas où la réglementation ne permet pas l'exercice de ce droit), d'un droit de modification, de correction, de mise à jour et d'effacement des données auprès du secrétariat de l'office notarial qui vous communiquera toute information à cette fin.*

## **Rappel**

### **Les régimes communautaires**

- *La communauté des biens **meubles** et acquêts*

C'est le régime légal des personnes mariées sans contrat avant le 1er février 1966 et de celles qui le choisissent depuis cette date.

Tous les biens sont communs à l'exception des immeubles possédés par les futurs époux avant le mariage ou recueillis au cours de celui-ci, à titre gratuit (donations, successions).

- *La communauté d'acquêts*

Si un couple se marie sans contrat il est automatiquement soumis au régime de la communauté réduite aux acquêts. Les époux peuvent aussi l'adopter dans un contrat de mariage, par exemple, s'ils décident de s'installer à l'étranger et souhaitent être soumis à ce régime quel que soit le pays où il réside.

Ce régime distingue les biens que chaque époux possédait avant l'union ou reçu par [donation](#) ou succession pendant le mariage, des biens acquis en commun pendant le mariage avec les économies du ménage, les "acquêts".

Chacun des époux peut accomplir seul les actes de gestion courante concernant les biens. Les décisions les plus importantes (vente ou [donation](#) ...) doivent être prises à deux.

Dans deux cas, le juge peut autoriser un époux à réaliser un acte qu'il ne peut pas normalement accomplir seul : si son conjoint ne peut manifester sa volonté (incapacité, incarcération) ou si le refus de celui-ci n'est pas justifié par l'intérêt de la famille.

Le régime de la communauté d'acquêts peut être modulé grâce aux avantages matrimoniaux.

Exemples :

**La clause de prélèvement moyennant indemnité** : en cas de dissolution de la communauté, un conjoint a la possibilité de choisir un bien en priorité. La valeur de celui-ci est imputée sur la part de l'époux bénéficiaire. Si cette valeur excède sa part, il doit verser aux enfants la différence appelée [soulte](#) . Ainsi ces derniers ne sont pas lésés et le conjoint a la certitude que les enfants ne pourront pas exiger la vente du bien.

**La clause de préciput** : elle permet au conjoint survivant de prélever sur la communauté avant tout partage, soit un bien ou plusieurs biens, soit une somme d'argent. L'époux bénéficiaire ne doit rien à la communauté ni aux héritiers, ce qui constitue un avantage indéniable.

**La clause de partage inégal** : par cette clause, les époux décident que le partage se fera dans d'autres proportions que celles prévues par la loi, par exemple 3/4 ou 2/3 au profit d'un époux. Chacun des époux supportera le passif commun proportionnellement à la part qu'il recueille.

**La clause d'attribution intégrale de la communauté** : le survivant des époux recueille non seulement la moitié de la communauté qui doit lui revenir, mais également l'autre moitié soit en [usufruit](#) .

La clause peut être stipulée au profit d'un seul ou des deux époux, mais elle ne joue qu'en cas de dissolution de la communauté par décès. Elle est très fréquemment associée au régime de la communauté universelle.

**La clause d'apport en communauté** : les époux apportent un ou plusieurs [biens propres](#) à la communauté qui acquièrent alors le statut de [biens communs](#).

- *La communauté universelle*

L'adoption de ce régime a pour conséquence la mise en commun de tout l'actif et tout le passif de chaque époux.

#### **Composition de l'actif**

Il est constitué de tous les biens [meubles](#) (l'argent, les comptes titres...) et immeubles (maison, terrain...) que les époux possèdent au jour du mariage et ceux qu'ils acquerront au cours du mariage à titre onéreux (exemple : vente) et à titre gratuit ([donation](#) , succession).

Il existe une exception : ne font pas partie de cette communauté les [biens propres](#) par nature, c'est-à-dire ceux qui ont un caractère personnel et tous les droits exclusivement attachés à la personne (action en réparation de dommage corporel ou moral, et aussi vêtements, bijoux ...), sauf si les époux décident de les y intégrer.

#### **Composition du passif**

La communauté universelle supporte définitivement toutes les dettes des époux, présentes et futures, quelles que soient leur nature et leur origine.

#### **Intérêt de la communauté universelle au décès d'un époux**

En ajoutant une clause d'attribution au dernier vivant, au décès du premier époux, tout ou partie du [patrimoine](#) commun revient au conjoint survivant.

Cette clause d'attribution explique l'intérêt porté à l'adoption de ce régime notamment par les couples d'un certain âge, qui n'ont pas eu d'enfant (héritier réservataire) ou n'ont que des enfants communs.

L'adjonction d'une clause d'attribution intégrale au conjoint survivant peut avoir des conséquences fiscales en matière successorale et notamment en matière d'abattement. Il convient donc d'en parler avec votre notaire.

## **Les régimes séparatistes**

- La séparation de biens

Ce régime établit une totale séparation entre les patrimoines de chaque époux. Son fonctionnement est simple.

**En ce qui concerne l'actif du patrimoine** : chacun des époux conserve l'administration, la [jouissance](#) et la libre disposition de ses biens.

Tous les biens acquis pendant le mariage par l'un des époux, que ce soit à titre gratuit ou à titre onéreux, restent sa propriété.

Les biens achetés en [indivision](#) appartiennent aux deux époux en proportion de leur financement respectif, c'est-à-dire au prorata de leurs apports respectifs.

**En ce qui concerne le passif du patrimoine** : il n'y a en principe aucun passif commun. L'époux qui a contracté une dette en est le seul responsable.

Il existe deux exceptions:

- les dettes fiscales pour lesquelles la loi prévoit une solidarité entre époux, ce qui veut [dire](#) que chaque époux est redevable de la totalité des impôts vis-à-vis de l'administration fiscale.
- et les dettes contractées pour l'entretien du ménage et l'éducation des enfants : même si elles sont contractées par un seul époux, les deux en sont « responsables ».

Ce régime est particulièrement utile en cas de remariage dont sont issus des enfants ou dans le cas où l'un des époux exerce une activité professionnelle présentant des risques économiques, ceci afin de préserver le [patrimoine](#) du conjoint.

- La participation aux acquêts

Ce régime est à la fois séparatiste et communautaire.

**La séparation pendant le mariage** : durant le mariage, les époux agissent comme s'ils étaient mariés sous le régime de la séparation de biens. Ils conservent aussi bien la [jouissance](#), que l'administration de leurs biens. Les créanciers de l'un ne peuvent saisir les biens de l'autre sauf en ce qui concerne les dettes relatives à l'entretien du ménage ou l'éducation des enfants.

**Le partage de l'enrichissement à la dissolution du régime** : chacun des époux participe pour moitié à l'enrichissement de l'autre : c'est la **créance de**

**participation**, qui en principe doit être payée en argent. Une clause de partage inégal peut également être prévue.

La créance se détermine par comparaison entre le [patrimoine](#) final (tous les biens appartenant à chaque époux au jour de la dissolution du régime) et le [patrimoine](#) originaire (les biens appartenant à chacun des époux au jour du mariage et/ou ceux acquis par [donation](#) ou succession). Lors de l'établissement du contrat, le notaire peut proposer d'insérer une clause excluant certains biens, notamment les biens professionnels et ce afin d'éviter leur prise en compte dans la détermination de la créance de participation.

Si on constate un enrichissement, il est partagé par moitié. En revanche, si l'un des patrimoines s'est appauvri, l'époux concerné supporte seul cet appauvrissement.

La créance de participation doit être payée en argent ou par l'attribution d'un bien.

- La société d'acquêts :

Elle permet d'adjoindre une partie de communauté à la séparation des biens, dont le contenu est librement défini par les époux. La rédaction d'une telle clause demande une attention particulière eu égard aux risques d'atteinte au principe d'immutabilité des régimes matrimoniaux.